Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 novembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des dispositions légales relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles", a donné en sa séance du 11 décembre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e November 1950 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende samenordening der wetsbepalingen betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen", heeft ter zitting van 11 December 1950 het volgend advies gegeven :

Examen du texte du projet d'arrêté.

I.

Au préambule de l'arrêté, il y a lieu de reproduire intégralement l'article 6 de la loi visée à l'alinéa 1er. Cet article est ainsi conçu :

" § 1er. Le Roi peut coordonner les dispositions légales encore en vigueur concernant la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur, ainsi que les modifications expresses ou implicites que ces dispositions ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

§ 2. A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres, sections, articles et paragraphes des lois et arrêtés à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;

2° modifier les références contenues dans les lois et arrêtés à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec les numérotations nouvelles;

3° modifier la rédaction des textes néerlandais, en vue d'assurer une terminologie uniforme.

§ 3. La coordination portera l'intitulé suivant : "Lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le ...".

.../...

II.

Dans l'article 1er de l'arrêté, il n'y a pas lieu de mentionner les dispositions qui ne figurent pas dans la coordination, notamment les dispositions abrogatoires, qui feront l'objet d'une note séparée, comme il sera proposé plus loin. Le Conseil d'Etat propose, pour l'article 1er, la rédaction suivante :

" Article 1er.- Les lois des 28 mars 1923 et 24 juillet 1927, l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, l'article 54 de la loi du 20 août 1947, l'article 2 de la loi du 17 août 1948, l'article 35, 2°, 2e phrase, de la loi du 24 décembre 1948 et les lois du 10 août 1950, sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté.". (1)

En bas de page figurerait la note suivante :

" (1) Loi du 28 mars 1923 : Mon. 31 mars 1923.
Loi du 24 juillet 1927 : Mon. 7 août 1927.
Arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935 : Mon. 27 janvier 1935.
Loi du 20 août 1947 : Mon. 28 août 1947.
Loi du 17 août 1948 : Mon. 9 septembre 1948.
Loi du 24 décembre 1948 : Mon. 6 janvier 1949.
Lois du 10 août 1950 : Mon. 21-22 août 1950.".

Examen du texte des lois coordonnées.

I.

A l'article 1er de la coordination, les mots "sous la dénomination de "taxe de circulation sur les véhicules automobiles" ne figurent pas dans le texte originaire.

.../...

Le Conseil d'Etat propose de les omettre.

II.

L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923, formant l'article 2 de la coordination, débute par les mots "Sont compris sous cette dénomination" et non par les mots "Les véhicules désignés à l'article 1er sont".

Le Conseil d'Etat propose d'écrire :
" Sont compris sous la dénomination de véhicules à vapeur ou à moteur ...".

III.

L'article 2, § 6, de l'arrêté royal du 24 janvier 1935 portait originairement :

" La taxe est doublée pour tous les véhicules, sans distinction, dont le moteur est alimenté à l'huile lourde même partiellement ou temporairement.".

Cette rédaction a été remplacée comme suit par l'article 3 de la loi du 10 août 1950, formant l'article 16 de la coordination :

" La taxe est augmentée de 40 p.c. pour tous les véhicules, sans distinction, dont le moteur est alimenté à l'huile lourde, même partiellement ou temporairement.".

Transposant cette rédaction nouvelle dans l'article 2 de la loi du 17 août 1948 (article 3, 2°, c, in fine de la coordination), le Conseil d'Etat propose de dire :

.../...

" Toutefois, les véhicules visés au présent 2° et dont le moteur est alimenté à l'huile lourde, même partiellement ou temporairement, restent assujettis à la taxe, mais la taxe n'est pas augmentée de 40 p.c. conformément à l'article 16.".

IV.

L'article 3, 7°, constitue une paraphrase du texte de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923. Le Conseil d'Etat propose d'en reprendre le texte exact, sous un § 2 :

"§ 2. Aucune taxe n'est exigible quand l'usage commence après le 15 décembre.".

Les autres dispositions de l'article 3 figureraient sous un § 1er.

V.

Il serait plus rationnel de reprendre sous forme d'un second alinéa à ajouter à l'article 5, la disposition faisant l'objet de l'article 36, a.

VI.

Il paraît préférable de diviser l'article 6 en deux alinéas.

VII.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'article 23 qui reprend l'article 5 de la loi du 24 juillet 1927 :

.../...

" ... des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur, les habitants ...".

VIII.

Le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 27 du projet par la disposition de l'article 36, b, ainsi qu'il suit :

" Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour l'apposition des signes distinctifs.".

IX.

Le Conseil d'Etat propose d'intituler "Dispositions finales" le chapitre XII, dont les articles 37 et 38 deviendraient 36 et 37.

X.

Dans l'article 38 du projet, le Conseil d'Etat propose d'écrire : "... qui précèdent les articles 50, 51, 59 à 61 ...".

XI.

L'article 39 du projet étant devenu sans objet (par suite de la suppression par l'article 8, 2°, de l'arrêté royal du 22 février 1935 de la taxe sur le mobilier établie par la loi du 28 août 1921), le Conseil d'Etat propose de l'omettre.

XII.

L'annexe doit se terminer par la formule : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

.../...

XIII.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger les références et les notes de bas de page, ainsi qu'il suit :

La note de concordance doit être annoncée à l'intitulé de la coordination et être rédigée comme suit :

" (1) La concordance entre la présente coordination et les articles correspondants des lois coordonnées est indiquée ci-après, de page en page.

(N.B. Les dispositions non reprises dans la coordination sont reproduites dans une note finale).

Article 1er: article 1er, alinéa 1er, de la loi du 28 mars 1923.

Article 2 : article 1er, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923.

Article 3, § 1er, 1° : article 5, 1°, de la loi du 28 mars 1923.

2° : article 5, 2°, de la loi du 28 mars 1923, modifié par l'article 2 de la loi du 17 août 1948 et implicitement par l'article 3 de la loi du 10 août 1950.

3° à 5° : article 5, 3° à 5°, de la loi du 28 mars 1923.

6° : article 5 de la loi du 28 mars 1923, complété par l'article 1er de la loi du 10 août 1950.

§ 2 : article 6, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923.

.../...

Article 4 : article 2 de la loi du 28 mars 1923.
Article 5 : article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935 et article 9 de la loi du 28 mars 1923 (pro parte).
Article 6 : article 1er, § 2, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.
Article 7 : article 2, § 1er, I, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 1er de la loi du 10 août 1950.
Article 8 : article 2, § 1er, II, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 1er de la loi du 10 août 1950.
Article 9 : article 2, § 5, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.
Article 10: article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 1er de la loi du 10 août 1950.
Article 11: article 2, § 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 2 de la loi du 10 août 1950.
Article 12: article 2, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 2 de la loi du 10 août 1950.
Article 13 : article 4 de la loi du 24 juillet 1927.
Article 14: article 6 de la loi du 28 mars 1923, complété par l'article 5 de la loi du 10 août 1950.
Article 15: article 2, §3, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.
Article 16: article 2, § 6, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 3 de la loi du 10 août 1950.
Article 17: article 6, alinéa 1er, de la loi du 28 mars 1923.
Article 18: article 3 de la loi du 24 juillet 1927.

.../...

Article 19 : article 3 de la loi du 24 juillet 1927, complété par l'article 54 de la loi du 20 août 1947.

Article 20 : article 5, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 4 de la loi du 10 août 1950;
et article 5, dernier alinéa, du même arrêté royal.

Article 21 : article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.

Article 22 : article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, remplacé par l'article 4 de la loi du 10 août 1950.

Article 23 : article 5 de la loi du 24 juillet 1927.

Article 24 : article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.

Article 25 : article 8, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 28 mars 1923.

Article 26 : article 8, § 1er, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923.

Article 27 : article 8, § 1er, alinéas 3 et 4, de la loi du 28 mars 1923 et article 9 de la même loi (pro parte).

Article 28 : article 8, § 2, alinéa 1er, de la loi du 28 mars 1923, remplacé par l'article 6 de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.

Article 29 : article 8, § 2, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1923, remplacé par l'article 6 de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935.

Article 30 : article 8, § 3, de la loi du 28 mars 1923.

Article 31 : article 8, § 4, de la loi du 28 mars 1923, modifié par l'article 53 de la loi du 20 août 1947.

.../...

Article 32 : article 8, § 5, de la loi du 28 mars 1923.
Article 33 : article 10 de la loi du 28 mars 1923.
Article 34 : article 11, § 1er, de la loi du 28 mars 1923.
Article 35 : article 11, § 2, de la loi du 28 mars 1923.
Article 36 : article 7 de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935, modifié par les articles 35 et 39 de la loi du 24 décembre 1948.
Article 37 : article 13 de la loi du 28 mars 1923.".

La note finale doit être annoncée à la fin du dernier article de la coordination et être rédigée comme suit :

" (1) Les dispositions suivantes n'ont pas été reprises dans la coordination :

1° Loi du 28 mars 1923 :
a) Article 15 . Est abrogée, la loi du 2 septembre 1913;
b) Article 16 . La présente loi est exécutoire à partir du 1er janvier 1923 ...

2° Loi du 24 juillet 1927 :
Article 6 . Les dispositions qui précèdent sont applicables à partir de l'exercice 1927. Elles sont sans effet quant à la taxe sur les véhicules à traction animale.

3° Loi du 4 juillet 1930 :
Article 1er. Sont supprimés les additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur, établis par l'article 4 de la loi du 7 juin 1926, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal du 29 décembre 1926.

4° Arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935 :
a) Article 8. Sont abrogés les articles 3, 4 et 7 de la loi du 28 mars 1923, les articles 23 et 24 de la loi

.../...

du 31 décembre 1925, l'arrêté royal du 13 août 1926, les articles 1er et 2 de la loi du 24 juillet 1927, l'article 2 de la loi du 4 juillet 1930, l'arrêté royal du 31 décembre 1932, l'arrêté royal du 14 août 1933, les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 30 décembre 1933, en tant qu'ils concernent la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

b) Article 10. Les dispositions du présent arrêté sont exécutoires à partir du 1er janvier 1935.

c) Article 11. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

5° Arrêté royal n° 203 du 27 septembre 1935:
Article 12: Est abrogé l'article 4 de l'arrêté royal du 24 janvier 1935, n° 72, modifiant les dispositions légales en matière de taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

6° Loi du 20 août 1947:
Article 53 .Les deux dernières phrases de l'article 8, § 4, de la loi du 28 mars 1923 sont supprimées.

7° Loi du 24 décembre 1948:

a) Article 35. Sont abrogés, en ce qui concerne les impositions afférentes aux exercices 1949 et suivants :
... 2° le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935 ....

b) Article 39: Sont abrogés, en ce qui concerne les impositions établies et les perceptions effectuées à partir du 1er janvier 1949, quel que soit l'exercice auquel ces impositions ou ces perceptions puissent appartenir ou être rattachées :
... 2° le deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrêté royal n° 72 du 24 janvier 1935; ...

.../...

8° Loi du 10 août 1950 modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs, en ce qui concerne les tracteurs agricoles.
Article 2. La disposition ci-dessus entre en vigueur le 1er janvier 1950.

9° Loi du 10 août 1950 modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Article 7. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1950.".

Onderzoek van de tekst van het ontwerp van besluit .

I.

In de inleiding van het besluit dient men artikel 6 van de in het eerste lid genoemde wet volledig over te nemen. Dit artikel luidt als volgt :

" § 1. De Koning kan de nog geldende wetsbepalingen in zake de belasting op de automobielen en andere motor- of stoomvoertuigen evenals de uitdrukkelijke of impliciete wijzigingen, welke deze bepalingen hebben ondergaan of op het ogenblik van de samenordening zullen ondergaan hebben, samenordenen.

§ 2. Hij kan te dien einde :

1° de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen, artikelen en paragrafen der te coördineren wetten en besluiten wijzigen, en ze op een andere wijze indelen;

2° de verwijzingen, vervat in de te coördineren wetten en besluiten, wijzigen om ze met de nieuwe nummering in overeenstemming te brengen;

3° de redactie van de Nederlandse teksten wijzigen, ten einde eenheid in de terminologie te brengen.

§ 3. De samenordening zal als volgt getiteld zijn : "Wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, samengeordend op ...".

II.

In artikel 1 van het besluit hoeft geen melding te worden gemaakt van de bepalingen die in de samenordening niet zijn opgenomen, namelijk de opheffingsbepalingen welke, zoals verder voorgesteld, in een afzonderlijke nota zullen aangegeven worden. De Raad van State stelt voor artikel 1 de volgende tekst voor :

.../...

"Artikel 1.- De wetten van 28 Maart 1923 en 24 Juli 1927, het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, artikel 54 van de wet van 20 Augustus 1947, artikel 2 van de wet van 17 Augustus 1948, artikel 35, 2°, tweede volzin,van de wet van 24 December 1948 en de wetten van 10 Augustus 1950,worden samengeordend overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.". (1)

In voetnoot komt dan het volgende :

" (1) Wet van 28 Maart 1923 : Staatsbl. 31 Maart 1923.
Wet van 24 Juli 1927 : Staatsbl. 7 Augustus 1927.
Koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935 : Staatsbl. 27 Januari 1935.
Wet van 20 Augustus 1947 : Staatsbl. 28 Augustus 1947.
Wet van 17 Augustus 1948 : Staatsbl. 9 September 1948.
Wet van 24 December 1948 : Staatsbl. 6 Januari 1949.
Wetten van 10 Augustus 1950 : Staatsbl. 21-22 Augustus 1950.".

Onderzoek van de tekst der samengeordende wetten.

I.

Bij artikel 1 van de samenordening weze opgemerkt dat de woorden "onder de benaming "Verkeersbelasting op de autovoertuigen" niet in de oorspronkelijke tekst staan.

De Raad van State stelt voor,die woorden te schrappen.

II.

Artikel 1, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923, dat in de samenordening artikel 2 is, begint met de woorden: "Onder die benaming worden begrepen" en niet met de woorden "De onder artikel 1 aangeduide voertuigen zijn".

.../...

De Raad van State stelt voor te schrijven :

"Onder stoom- of motorvoertuigen worden verstaan :...".

III.

Artikel 2, § 6, van het koninklijk besluit van 24 Januari 1935 luidde oorspronkelijk als volgt :

"De belasting wordt verdubbeld voor al de voertuigen, zonder onderscheid, waarvan de motor met zware olie, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk, wordt gevoed.".

Deze tekst werd door artikel 3 van de wet van 10 Augustus 1950, dat artikel 16 van de samenordening vormt, als volgt vervangen :

"De belasting wordt met 40 t.h. verhoogd voor alle voertuigen zonder onderscheid, waarvan de motor, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk, met zware olie wordt gedreven.".

Deze nieuwe tekst in artikel 2 van de wet van 17 Augustus 1948 (artikel 3, 2°, c, in fine van de samenordening) overbrengend, stelt de Raad van State voor, te schrijven :

"De hieronder 2° bedoelde en, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk, met zware olie gevoede voertuigen blijven echter onderworpen aan de belasting, doch de belasting wordt niet met 40 t.h. verhoogd overeenkomstig artikel 16.".

IV.

Artikel 3, 7°, is een omschrijving van de tekst van artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923. De Raad van State stelt voor, onder een § 2 de juiste tekst er van over te nemen:

.../...

"§ 2. Geen belasting is verschuldigd wanneer het gebruik na 15 December begint.".

De overige bepalingen van artikel 3 vormen dan een § 1.

V.

Het ware beter de bepaling, neergelegd in artikel 36, a, over te nemen als tweede lid van artikel 5.

VI.

Artikel 6 worde bij voorkeur over twee leden verdeeld.

VII.

De Raad van State stelt voor, artikel 23, dat artikel 5 van de wet van 24 Juli 1927 overneemt, als volgt te stellen :

"...van de directe belastingen op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen, toe te staan ...".

VIII.

De Raad van State stelt voor, artikel 27 van het ontwerp aan te vullen met de bepaling van artikel 36, b, zoals volgt :

"Een koninklijk besluit stelt de regelen vast, in acht te nemen voor het plaatsen van de kentekens.".

.../...

IX.

De Raad van State stelt voor aan hoofdstuk XII, waarvan de artikelen 37 en 38 nu 36 en 37 zouden worden, de titel "Slotbepalingen" te geven.

X.

In artikel 38 van het ontwerp stelt de Raad van State voor, te schrijven: "... zijn de artikelen 50, 51, 59 tot 61 ...".

XI.

Daar artikel 39 geen voorwerp meer heeft (tengevolge van de afschaffing door artikel 8, 2°, van het koninklijk besluit van 22 Februari 1935 van de belasting op het mobilair gevestigd bij de wet van 28 Augustus 1921), stelt de Raad van State voor, dit artikel weg te laten.

XII.

De bijlage moet afgesloten worden met de formule : "Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

XIII.

De Raad van State stelt voor, de verwijzingen en voetnota's als volgt te stellen :

De concordantienota zou aangekondigd moeten worden bij de titel van de samenordening en als volgt luiden :

.../...

"(1) De concordantie tussen de huidige samenordening en de overeenstemmende artikelen van de samengeordende wetten is hieronder van bladzijde tot bladzijde aangegeven.

(N.B. De bepalingen die niet in de samenordening zijn opgenomen, zijn in een slotnota vermeld).

Artikel 1 : artikel 1, eerste lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 2 : artikel 1, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 3 , § 1, 1° : artikel 5, 1°, van de wet van 28 Maart 1923.

2° : artikel 5, 2°, van de wet van 28 Maart 1923, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 17 Augustus 1948 en stilzwijgend bij artikel 3 van de wet van 10 Augustus 1950.

3° tot 5°: artikel 5, 3° tot 5°, van de wet van 28 Maart 1923.

6° : artikel 5 van de wet van 28 Maart 1923, aangevuld door artikel 1 van de wet van 10 Augustus 1950.

§ 2 : artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 4 : artikel 2 van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 5 : artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935 en artikel 9 van de wet van 28 Maart 1923 (pro parte).

Artikel 6 : artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

.../...

Artikel 7 : artikel 2, § 1, I, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 8 : artikel 2, § 1, II, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 9 : artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

Artikel 10 : artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 1 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 11 : artikel 2, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 2 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 12 : artikel 2, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 2 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 13 : artikel 4 van de wet van 24 Juli 1927.

Artikel 14 : artikel 6 van de wet van 28 Maart 1923, aangevuld door artikel 5 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 15 : artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

Artikel 16 : artikel 2, § 6, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 3 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 17 : artikel 6, eerste lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 18 : artikel 3 van de wet van 24 Juli 1927.

.../...

Artikel 19 : artikel 3 van de wet van 24 Juli 1927, aangevuld door artikel 54 van de wet van 20 Augustus 1947.

Artikel 20 : artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 4 van de wet van 10 Augustus 1950, en artikel 5, laatste lid, van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 21 : artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

Artikel 22 : artikel 5, vierde lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, vervangen door artikel 4 van de wet van 10 Augustus 1950.

Artikel 23 : artikel 5 van de wet van 24 Juli 1927.

Artikel 24 : artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

Artikel 25 : artikel 8, § 1, eerste lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 26 : artikel 8, § 1, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 27 : artikel 8, § 1, derde en vierde lid, van de wet van 28 Maart 1923 en artikel 9 van dezelfde wet (pro parte).

Artikel 28 : artikel 8, § 2, eerste lid, van de wet van 28 Maart 1923, vervangen door artikel 6 van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

Artikel 29 : artikel 8, § 2, tweede lid, van de wet van 28 Maart 1923, vervangen door artikel 6 van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935.

.../...

Artikel 30 : artikel 8, § 3, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 31 : artikel 8, § 4, van de wet van 28 Maart 1923, gewijzigd bij artikel 53 van de wet van 20 Augustus 1947.

Artikel 32 : artikel 8, § 5, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 33 : artikel 10 van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 34 : artikel 11, § 1, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 35 : artikel 11, § 2, van de wet van 28 Maart 1923.

Artikel 36 : artikel 7 van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935, gewijzigd bij de artikelen 35 en 39 van de wet van 24 December 1948.

Artikel 37 : artikel 13 van de wet van 28 Maart 1923.".

De slotnota moet op het einde van het laatste artikel van de samenordening aangekondigd worden en als volgt luiden:

"(1) De volgende bepalingen zijn niet in de samenordening opgenomen :

1° Wet van 28 Maart 1923 :

a) Artikel 15. De wet van 2 September 1913 wordt ingetrokken.

b) Artikel 16. Deze wet is uitvoerbaar van 1 Januari 1923 af ...

2° Wet van 24 Juli 1927 :

Artikel 6. De vorige bepalingen zijn van toepassing met ingang van het dienstjaar 1927. Zij zijn zonder uitwerking wat betreft de taxe op de voertuigen door dieren voortbewogen.

.../...

3° Wet van 4 Juli 1930 :

Artikel 1. Vallen weg de opcentimes op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen gevestigd bij artikel 4 der wet van 7 Juni 1926, zoals het gewijzigd is bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 December 1926.

4° Koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935 :

a) Artikel 8. Worden ingetrokken: de artikelen 3, 4 en 7 der wet van 28 Maart 1923, de artikelen 23 en 24 der wet van 31 December 1925, het koninklijk besluit van 13 Augustus 1926, de artikelen 1 en 2 der wet van 24 Juli 1927, artikel 2 der wet van 4 Juli 1930, het koninklijk besluit van 31 December 1932, het koninklijk besluit van 14 Augustus 1933, de artikelen 1, 2 en 3 der wet van 30 December 1933, voor zover zij tot de belasting op de automobielen en andere motor- of stoomvoertuigen betrekking hebben.

b) Artikel 10. De bepalingen van dit besluit zijn uitvoerbaar met ingang van 1 Januari 1935.

c) Artikel 11. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

5° Koninklijk besluit nr 203 van 27 September 1935 :

Artikel 12. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 24 Januari 1935, nr 72, houdende wijziging van de wettelijke bepalingen op het stuk van de belasting op de automobielen en andere motor- of stoomvoertuigen, wordt ingetrokken.

6° Wet van 20 Augustus 1947 :

Artikel 53. De laatste twee volzinnen van artikel 8, § 4, der wet van 28 Maart 1923 vallen weg.

.../...

7° Wet van 24 December 1948 :

a) Artikel 35. Vervallen ten aanzien van de belastingen voor het dienstjaar 1949 en daaraanvolgende dienstjaren: ... 2° het eerste lid van artikel 7 van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935 ...

b) Artikel 39. Vervallen ten aanzien van de met ingang van 1 Januari 1949 geheven en geïnde belastingen, ongeacht het dienstjaar waarop die heffingen en inningen betrekking hebben :
... 2° het tweede lid van artikel 7 van het koninklijk besluit nr 72 van 24 Januari 1935; ...

8° Wet van 10 Augustus 1950 tot wijziging van de wetgeving in zake de met de directe belastingen gelijkgestelde taxes wat de landbouwtractors betreft .

Artikel 2. Bovenstaande bepaling treedt in werking op 1 Januari 1950.

9° Wet van 10 Augustus 1950 houdende wijziging van de verkeersbelasting op de autovoertuigen.

Artikel 7. Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1950.".

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1951

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.